

Bloquer le train des bas salaires et des attaques de Macron

5 décembre 2022, Gustave Roussy



Avec 60 % de TGV et Intercités annulés ce week-end, le ras-le-bol des cheminots a éclaté parmi les contrôleurs. Ils ne sont pas les seuls : dans les transports parisiens ce sont les ouvriers des ateliers du métro qui font grève pour les salaires. À Sanofi, les seize sites de production en France sont en grève reconductible pour 500 euros d'augmentation. Sans compter de plus petites entreprises où les grèves se multiplient.



Mauvaise surprise pour le patronat, bonne nouvelle pour nous

« C'est une grève qu'on n'a pas vue arriver, ni nous ni les syndicats », pleurait le PDG de la SNCF, Jean-Pierre Farandou. Comme s'il n'avait pas vu l'aggravation des conditions de travail, le manque de personnel et les bas salaires. Tout ce dont ils sont responsables, lui et ses semblables, PDG et actionnaires, et qui finit par leur retomber sur le nez, quand on se met à riposter. Sans attendre la moindre consigne. Sans rien attendre de leur « dialogue social » où ils ne proposent au plus que des brouilles quand les prix flambent. Sans parler de ces futurs « délestages » d'électricité promis pour l'hiver : on vous préviendra de l'heure (encore heureux) des écoles fermées, des gosses à garder à la maison sans lumière, de la valse de vos horaires de travail. À cause de l'incurie de services publics qui ne cessent de se dégrader. Face à l'inflation, face aux nombreuses attaques du gouvernement et du patronat, les grèves de ces jours-ci montrent la voie !

Travailler plus jusqu'à plus d'âge, non merci !

Macron relance ses attaques, à commencer par le report de l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Il prétend que les déficits « à venir » (alors que les caisses ont encore des réserves) imposeraient cette réforme. Sauf que le Conseil d'orientation des retraites (COR) lui-même, service de l'État, anticipe précisément une réduction progressive desdits déficits avec la situation actuelle. Le vrai but de la réforme est de nous faire travailler plus longtemps et surtout, pour celles et ceux qui ne pourront pas – et ils sont nombreux ! – de réduire les pensions. Les retraites, c'est aussi 330 milliards d'euros gérés par la Sécurité sociale : de quoi attirer les appétits des fonds de pension, dont Macron s'est fait le porte-voix, et des banquiers qui escomptent voir les salariés qui en ont les moyens se tourner vers eux pour financer leurs futures retraites. Les précédentes réformes se sont traduites par une hausse considérable du chômage, tout

particulièrement pour les ouvriers et employés entre 60 et 64 ans. Et parmi le 5 % de travailleurs les plus pauvres, un quart décède avant d'atteindre 62 ans.

Guerre au chômage ou aux chômeurs ?

Pour l'assurance chômage, la nouvelle idée du gouvernement est de rendre les indemnités variables en fonction du taux de chômage. Il a déjà annoncé qu'elles seront revues à la baisse pour 2023, alors que tout laisse prévoir une hausse du chômage, entre l'inflation et la crise énergétique. Mais il faut forcer les chômeurs à accepter n'importe quel boulot, même les plus mal payés. En 2019, Élisabeth Borne, alors ministre du Travail, avait déjà durci les conditions d'indemnisation en changeant le mode de calcul. Nombre de saisonniers et de salariés de l'hôtellerie-restauration, grands perdants de la réforme, se sont alors reconvertis. Mais puisque les patrons ne trouvent plus personne, il faudrait forcer la main aux chômeurs. Augmenter les salaires ? Diminuer la pénibilité et le temps de travail ? Ça, seules nos luttes pourront l'imposer !

C'est toujours cette même guerre de classe contre les travailleurs et les classes populaires, pendant que sous prétexte de « plans de relance », l'État file un « pognon de dingue » aux grandes entreprises du CAC40. Quant aux services publics les plus essentiels, transports, hôpitaux, écoles, le gouvernement les laisse se dégrader, voire les détruit consciencieusement. À nous de renverser la table en imposant la hausse générale des salaires, en allant fourrer nous-mêmes notre nez dans les livres de comptes des patrons, pour voir où vont l'argent des aides publiques et les bénéfices qu'ils font sur notre dos.

Si ce bulletin t'a plu, n'hésite pas à le faire circuler et à contacter nos militants !

mail:	npa94.cachan@gmail.com
insta:	npa.cachan
facebook:	npacachan
twitter:	F_Hopital

On fait le ménage à Chevilly Larue!

Les ASH (agents de service hospitaliers) du site de GR2- Chevilly Larue, toujours salarié-es de Gustave Roussy, ont été reçus en entretien par la Direction des Ressources Humaines. En effet, leur activité va se voir grandement réduite vu que les services d'hospitalisations de GR2 ont presque tous été remplacés par des bureaux. Se pose maintenant la question pour la direction : que faire de ces personnels en rab? Les reclasser ou les inciter à prendre la porte de sortie? Il s'agit d'être vigilant d'autant plus que le changement de sous-traitance du ménage approche: les patrons d'Atalian seraient ravis d'étendre leurs activités sur un autre site, et que ce soit pour le compte d'Atalian ou pour le compte de GR directement, l'expérience nous a montré que les ASH souffraient de conditions de travail dures et de salaire de misère.

Il est bon que la parole des femmes se libère

Le professeur Emile Daraï, ancien chef du centre endométriose de l'hôpital Tenon, vient d'être mis en examen pour « violences volontaires par personne chargée d'une mission de service public ». Plusieurs plaintes avaient été déposées contre lui par des patientes, notamment pour « des viols » et « violences » pendant des actes médicaux. L'APHP avait, dans un rapport interne, parlé de sa « maltraitance » et de ses « manquements relevés sur les consentements, la douleur, l'information et l'absence d'empathie ».

Chlordécone : déni de justice !

Le Parquet de Paris a demandé « un non-lieu » dans l'affaire du chlordécone aux Antilles, un insecticide massivement utilisé dans les bananeraies de Guadeloupe et de Martinique depuis 1970. Interdit en France en 1990, il a été utilisé aux Antilles jusqu'en 1993. C'est un véritable scandale sanitaire, provoquant une pollution importante et durable. Plus de 90 % de la population est contaminée et le taux d'incidence du cancer de la prostate y est parmi les plus élevés du monde. La lutte doit continuer pour dénoncer ce scandale sanitaire et ses responsables !

Mobilisation nationale du médico-social la semaine dernière

Dans beaucoup de villes, des rassemblements ou manifestations de salariés du social et du médico-social ont eu lieu la semaine dernière, dont un rassemblement très fourni devant le ministère de la Santé à Paris. Les budgets sont en baisse alors que les besoins explosent. Les personnels sont sommés de toujours faire plus avec moins. Pendant ce temps, les groupes privés qui grappillent le secteur se gavent de profits. La mobilisation avait été massive en décembre dernier, obtenant par

exemple l'extension (partielle !) du Ségur à leur profession. Aujourd'hui, les grèves locales se multiplient, parfois avec occupation comme celle du service social de la ville de Paris (CASVP). Contre la précarité, les bas salaires, la destruction du secteur social !

ORPEA : plus de 40 jours de grève des aides à domicile

Des salariées de DOMIDOM, filiale d'ORPEA, se mobilisent depuis plus d'un mois pour exiger une augmentation. Leur salaire ne leur permet plus de vivre, ni même de payer l'essence pour leurs déplacements professionnels. Elles revendiquent 1 500 euros nets. La direction leur explique que « le modèle de l'entreprise » ne permet pas d'augmenter les salaires... fallait y penser. Mais elles ne cèdent pas. Et iront se faire entendre au siège d'ORPEA, mercredi prochain. Solidarité !

Au Royaume-Uni, c'est parti pour la grève des infirmières

Les infirmières britanniques seront en grève les 15 et 20 décembre prochain. La secrétaire générale du syndicat Royal College of Nurses (RCN) explique que les infirmières en ont « assez des bas salaires, assez de ne pas pouvoir donner aux patients les soins qu'ils méritent ». Un hôpital sur quatre a mis en place des banques alimentaires pour soutenir le personnel : le salaire réel des infirmières a chuté de 20 % depuis 2010. 47 000 postes d'infirmières ne sont pas pourvus. L'an dernier, 25 000 infirmières ou sages-femmes ont claqué la porte. Plus de sept millions de personnes sont en attente de traitements dans les hôpitaux. Une catastrophe pour le personnel comme pour les patients. Salaires et personnels en nombre insuffisant : même constat, même combat. En grève ici et là-bas.

Les responsables : les gouvernements successifs

L'hôpital n'a non seulement pas été consolidé, mais il est plus fragile qu'avant le Covid 19 » explique le Professeur Salomon, Président de la CME de l'AP-HP. Il poursuit : « on fait des économies sur les effectifs à tel point que les conditions de travail sont devenues insupportables » et pour quelle raison : « on ne calcule pas le budget en fonction de ce qu'on a besoin, ce qui serait logique, mais on le calcule en fonction d'un indice financier, donc il y a un plafond. Au fil du temps, et c'est probablement de l'ordre d'un milliard d'euros qui manquent chaque année, peut-être un peu plus, et ça s'accumule ». Il faut de l'argent pour les hôpitaux, pas pour les entreprises !